



ISSN 1841-8333

ISSN en ligne 2261-3463

L'élargissement de l'Union européenne à l'Est dans l'analyse des Think-Tanks italiens. Le cas de la Roumanie

Lorenzo Meli

Dipartimento di Scienze Sociali e Politiche
Università degli Studi di Milano, Italie

lorenzo.meli@unimi.it

<http://orcid.org/0000-0002-1387-1353>

Reçu le 07-11-2021 / Évalué le 18-11-2021 / Accepté le 05-12-2021

Résumé

2007 a été une année aux multiples significations sur la voie de l'intégration politique européenne, marquée par le cinquantième anniversaire des traités fondateurs de Rome et par la complexe réorganisation intergouvernementale de l'UE induite par la signature définitive du traité de Lisbonne. Et pourtant, dans ce contexte, l'un des événements les plus marquants a été l'achèvement du grand élargissement vers l'Est, qui avait commencé des années plus tôt. Le thème de cette contribution sera d'étudier comment certaines des principales institutions culturelles et des instituts d'études internationales et géopolitiques actifs en Italie, souvent d'une grande influence dans les processus décisionnels du gouvernement, ont abordé cette question d'importance historique.

Mots-clés : élargissement, Italie, Think-Tank, ISPI, Roumanie

Extinderea Uniunii Europene către Est în analiza grupurilor Think-Tank italiene. Cazul României

Rezumat

2007 a fost un an de semnificații multiple pe calea integrării politice europene, marcat de cea de-a cincizecea aniversare a tratatelor fondatoare de la Roma și prin complexa reorganizare intergvernamentală a UE determinată de semnarea finală a Tratatului de la Lisabona. Și totuși, în acest context, unul dintre cele mai importante evenimente a fost finalizarea mării extinderi către Est, care începuse cu ani mai devreme. Tema acestei contribuții va fi să investigheze modul în care unele dintre principalele instituții culturale și institute de studii internaționale și geopolitice active în Italia, adesea cu o mare influență în procesele decizionale ale guvernului, au abordat această problemă de importanță istorică.

Cuvinte-cheie: extindere, Italia, Think-Tank, ISPI, România

The EU enlargement to the East in the analysis of Italian Think-Tanks. The case of Romania

Abstract

2007 was a year of multiple meanings on the path of European political integration, marked by the fiftieth anniversary of the founding treaties of Rome and by the complex intergovernmental reorganization of the EU brought about by the final signing of the Treaty of Lisbon. And yet, in this context, one of the most impactful events was the completion of the great enlargement to the East, which had begun years earlier. The theme of this paper will be to investigate how some of the main cultural institutes and institutions of international and geopolitical studies active in Italy, often of great influence in government decision-making processes, have addressed this question of historic significance.

Keywords: enlargement, Italy, Think-Tank, ISPI, Romania

Les orientations de la politique italienne

« L'Europe ne doit pas s'étendre, mais se reconstruire. La blessure du communisme qui a maintenu les pays qui faisaient partie de l'Europe derrière le rideau de fer pendant un demi-siècle doit être guérie » (Giusti, 2002 : 98). Tels sont les mots employés par l'un des principaux représentants de la politique italienne, Silvio Berlusconi, alors revenu à la tête de la coalition gouvernementale, commentant les premiers mois qui se sont écoulés depuis le début historique des négociations d'adhésion à l'Union Européenne de la Roumanie et des autres pays d'Europe Orientale. Ces mots seront suivis de cinq autres années d'entretiens délicats entre les diplomates de Bucarest et de Bruxelles, dans ce qui a été immédiatement accueilli avec enthousiasme comme la voie paradigmatique de transition démocratique de l'un des protagonistes géopolitiques les plus importants de la guerre froide, des plus sombres moments du régime dictatorial - et de son effondrement dramatique - vers un avenir de prospérité et de liberté garanti par l'inclusion dans la sphère occidentale.

Les positions du Palazzo Chigi et de la Farnesina sur le dossier de l'élargissement de la communauté étaient claires. Dans la première partie du XXI^e siècle, et avec les nouvelles menaces mondiales représentées par le terrorisme islamique international, même les derniers héritages de l'opposition bipolaire devaient laisser place à une grande alliance de « civilisation occidentale contre la barbarie » (Diodato, Niglia, 2019 : 11-122)¹. L'élargissement était donc un objectif conforme à l'intérêt national et stratégique italien pour la stabilisation de tout l'Occident, et par conséquent à réaliser le plus rapidement et le plus efficacement possible. En ce

sens, l'inclusion de la majeure partie du défunt pacte de Varsovie dans le dispositif militaire de l'OTAN entre 1999 et 2004 a représenté un viatique symbolique évident, avant même d'être stratégique, pour signifier à quel point une autre longue période européenne d'après-guerre était désormais définitivement sur les épaules.

Sur cette approche s'est fondée une identité de vues capable d'unir dans la continuité de ses lignes de base les différents gouvernements, de couleurs politiques différentes, qui se sont succédé à Rome à cette époque, et, plus encore, les deux principaux hommes politiques de cette période, Silvio Berlusconi et Romano Prodi. Ce dernier en particulier, comme on le sait, avait été en tant que Président de la Commission européenne l'un des principaux promoteurs de l'ouverture des négociations d'adhésion avec la Roumanie et la Bulgarie en 2000, et protagoniste du grand élargissement à l'Est déjà réalisé dans la première partie de son activité, avant de revenir en tant que président du Conseil des Ministres après la victoire étriquée du centre-gauche aux élections politiques italiennes d'avril 2006.

Le rôle des instituts de recherche

La question fondamentale de cette contribution est de comprendre à quel point cette position officielle des gouvernements italiens de ces années-là a été commentée, soutenue ou opposée par les principaux instituts d'études internationales, groupes de réflexion (think-tank) et revues spécialisées actifs dans le pays.

Dans le cadre de cette recherche, nous avons voulu attirer l'attention sur des rapports de nature et de périodicité diverses publiés notamment par l'Institut d'Études Politiques Internationales (ISPI) de Milan, et par l'Institut des Affaires Internationales (IAI) de Rome, à la fois séparément et conjointement, comme dans le cas des rapports annuels sur la politique étrangère italienne. Afin d'étendre la vue à une perspective plus large, moins officielle et à certains égards proche du pouvoir politique et des cercles Farnesina, il y a eu une tentative d'enquêter sur la question, en se concentrant également sur le principal magazine géopolitique italien, *Limes*.

Un premier point à noter est l'attention relativement faible avec laquelle la question des élargissements de l'UE, en général, est suivie, et en l'occurrence le processus d'inclusion de la Roumanie dans l'Europe politique. Un élément qui surprend en réalité, si l'on considère, d'une part, le caractère objectivement épique de tout l'élargissement oriental, et, d'autre part, la vocation professionnelle des publications examinées, loin de la logique du marché éditorial qui caractérise la grande presse d'information.

Néanmoins, le discours sur l'ouverture à l'Est des 15 membres de l'UE d'alors est toujours traité de manière globale, avec une grande vision stratégique, n'entrant presque jamais dans le détail des cas individuels, pays par pays. Chose qui, même dans les limites des publications forcément consacrées à un panorama comme les rapports annuels, peut néanmoins surprendre dans le cas roumain, d'autant plus que, comme on le sait, Rome a vu - et voit encore - dans les Roumains la communauté étrangère la plus nombreuse au sein de ses frontières, et pouvait également se targuer d'une tradition de bonnes relations diplomatiques avec Bucarest depuis les années qui ont immédiatement suivi l'achèvement de l'unification. Ces relations se sont ensuite poursuivies dans la phase républicaine de la seconde moitié du XX^e siècle lors du dialogue privilégié avec l'Occident recherché par Nicolae Ceausescu (Horga, 2005 : 576-577). Une collaboration qui a continué, de toute sorte, bien au-delà de la chute catastrophique du régime communiste. En effet, il faut rappeler qu'au moment de la conclusion des négociations avec la Commission Européenne, en 2005, l'Italie était désormais le principal partenaire commercial de la Roumanie, portée par les énormes volumes d'import/export initiés avec les régions de Nord-Est, qui avaient été interrompus au cours des années 1990 (Turato, 2003 : 134).

Pour confirmer cette idée de l'attention accordée à la question de l'élargissement de l'UE, par exemple, nous pouvons rappeler ce que l'on trouve déjà dans l'Introduction de l'édition 2001 de l'Annuaire ISPI / IAI - *L'Italie et la politique internationale*, édité par Franco Bruni et Natalino Ronzitti. Dans le cadre de ce document, on a généralement souligné la nécessité de l'Italie de participer à l'effort urgent de stabilisation du cadre international et notamment européen, une nécessité qui a été d'autant plus ressentie par un système étatique structurellement fragile, comme le nôtre, d'un point de vue militaire et défensif (perçu, sans grande surprise, comme une soi-disant « puissance civile », fortement dépendante de sa capacité commerciale avec l'étranger), traversée par des réseaux d'infrastructure potentiellement plus perméables que d'autres aux formes d'attaques non conventionnelles qu'aurait apportées le nouveau siècle (Colombo, Zannoni, 2001 : 21-46).

Pour en venir aux thèmes de la politique communautaire, cet espace déjà résiduel consacré à ces questions dans les rapports spécialisés a ensuite été largement occupé par l'expérience contemporaine, qui s'est soldée par l'échec notoire, au référendum de juin 2005, de la Convention constitutive européenne présidée par Giscard D'Estaing, qui a été suivie par la pause qui a précédé les négociations du traité de Lisbonne, signé seulement fin 2007 (Bonvicini, Comelli, 2007 : 103-115).

Sur le thème de la géopolitique continentale, l'attention majeure des instituts italiens et des publications spécialisées en la matière semble s'être tournée vers la question des Balkans occidentaux depuis la fin des années quatre-vingt-dix. Le long

écho des conflits dans l'ex-Yougoslavie a été décisif dans cette affaire. C'est l'ISPI, en particulier, qui consacre une place considérable à cette région européenne dans ses rapports annuels, signés avec l'IAI de Rome, dans la phase où viennent de s'ouvrir les négociations d'adhésion et le grand élargissement de l'UE à dix nouveaux états semble de plus en plus à portée de main. Et pourtant, force est de constater le peu d'écrits sur les autres parties des Balkans, qui commençaient également à s'impliquer, au même stade, dans le processus de rapprochement avec Bruxelles. C'est notamment le cas du chapitre *Italie et Balkans* édité par Ettore Greco dans le rapport annuel de 2000. Une grande importance a été accordée à cette occasion à l'*Initiative adriatique et ionienne* proposée par le deuxième gouvernement Amato, par l'intermédiaire du ministre des Affaires étrangères de l'époque, Lamberto Dini, pour stimuler la reprise de la coopération régionale dans la région, suite au tout récent conflit au Kosovo (Greco, 2001 : 279-297).

L'approche de base ne semble pas changer dans les années suivantes. L'*Annuaire* 2002 aborde la question d'une refonte générale de la question de l'élargissement, qui se heurte à des difficultés majeures entre la Commission et les pays candidats sur divers *acquis* communautaires tels que l'agriculture, la pêche, les critères de versement des fonds de développement régional aux futurs membres, et la circulation de leurs travailleurs au sein du Marché Unique (Giusti, 2001 : 91-104). L'inclusion de Bucarest - déjà établie lors du Conseil européen d'Helsinki de décembre 1999 - dans le deuxième groupe de candidats est confirmée, et c'était le même cas pour la Bulgarie et d'autres États (Lettonie, Lituanie, Slovaquie, Malte), qui pourront toutefois conclure les négociations à temps pour 2004. L'élément de la plus grande nouveauté est peut-être donné par le soulignement des tons nettement anticommunistes posés par le deuxième gouvernement Berlusconi sur l'élargissement de l'Union à l'Est, et par la prudence italienne contemporaine, qui suscite des critiques des autres partenaires de l'UE, sur le front de la réforme des traités au sens fédéral. Une prudence qui à la lecture de l'ISPI aurait été influencée par l'axe renforcé à l'époque par le gouvernement italien avec celui de Blair à Londres et du président Bush à Washington, dans la lutte commune contre le terrorisme islamiste suite aux attentats du 11 septembre 2001, et qui fera parfois l'objet d'accusations d'un certain « affaiblissement » de l'engagement pro-européen de Rome, au profit de la prééminence que Berlusconi aurait voulu redonner à l'Alliance atlantique et à l'OTAN (Giusti).

Les analyses globales des années 2003 et 2004 ne diffèrent pas beaucoup. L'Europe est toujours l'un des nombreux enjeux de la scène internationale, et en son sein, si l'on aborde la question de l'élargissement et non de la réforme constitutionnelle en cours, avec de grands espoirs, cela se fait toujours en termes généraux.

En particulier, une certaine pertinence est inévitablement accordée aux évaluations concluantes sur la présidence semestrielle du Conseil de l'Union européenne, tenue par l'Italie au second semestre 2003 (Comelli, 2005 : 123-136). Dans ce contexte, ce sont toujours les considérations sur la dichotomie entre l'Union européenne et l'Alliance atlantique qui prévalent, dans un panorama devenu encore plus complexe après 2003, avec la participation italienne à la deuxième guerre du Golfe aux côtés du Royaume-Uni et des États-Unis.

En revanche, quelque chose semble changer lorsque la première partie de l'élargissement à l'Est a eu lieu le 1er mai 2004. Dans les réflexions éditées par les grands instituts d'études géopolitiques, deux éléments ressortent clairement sur ce point, pendant les années suivantes. Tout d'abord, la grande attention accordée à la question de l'adhésion de la Turquie à l'Union, qui voit la Farnesina et le Palazzo Chigi toujours au premier plan, ayant une position favorable, et un monde divisé de la politique et de l'opinion publique italienne, même au sein du même domaine du gouvernement. Dans les rapports annuels de 2005 et 2006, l'accent est souvent mis sur les raisons qui retardent l'entrée des derniers États balkaniques encore exclus du club européen. Si d'une part il y a des nouvelles sur la signature du traité d'adhésion définitif avec Bucarest (et Sofia), signé le 25 avril 2005 à Luxembourg dix ans après la présentation de la candidature, il y a, d'autre part, les principales raisons qui menacent encore de retarder d'au moins un an la date d'entrée officielle des deux États.

Celles-ci se résument essentiellement aux nœuds de corruption, encore considérés comme endémiques dans le pays, de protection des minorités ethniques (avec une référence claire, tout d'abord, aux Magyars et aux ethnies roms et sintis) et des relations avec les frontières du pays, à la fois déjà membres de l'UE et externes et entre-temps initiés dans des programmes de coopération de la politique européenne de voisinage, tels que l'Ukraine et la Moldavie (Comelli, 200 : 135-147)². Autant d'enjeux ne manqueront pas d'être réitérés bien au-delà de la signature du traité d'adhésion et jusqu'à la fin 2006, où l'entrée des derniers candidats sera imminente, et les enjeux européens repartiront vers le redémarrage après l'échec constitutionnel et sur la voie du nouveau traité de Lisbonne³.

« Limes » et sa perspective

Au moins en partie, les réflexions avancées par le magazine « Limes » sont différentes. Celui-ci, comme prévu, s'était déjà imposé à l'époque comme la principale publication périodique dans le domaine de l'analyse géopolitique généralisée, grâce aussi à des appareils cartographiques très précis et à des titres parfois efficaces.

À partir de 1993, année de sa fondation, il continuait très souvent de s'occuper des Balkans, suivant le cours des guerres de dissolution de l'ex-Yougoslavie et leurs conséquences dans le scénario régional. Selon la même méthodologie de recherche utilisée pour les autres sources, nous nous sommes concentrés dans ce cas sur les années de négociation, essentiellement de 2000 à l'ensemble de 2006, incluant ainsi la période entre la signature du traité d'adhésion et l'entrée effective dans l'UE de la Roumanie. À partir de l'analyse de ce matériel, il a été possible de constater que peu de numéros étaient consacrés, pendant cette période, à l'Europe et à l'élargissement à l'Est, étant principalement consacrés à l'approfondissement des grands phénomènes en cours au Moyen-Orient et liés au terrorisme international, l'hégémonie recherchée par la Chine sur les marchés en développement et d'autres questions.

Au sein des numéros consacrés à l'Europe, la grande importance accordée aux Balkans occidentaux est revenue, et en particulier en ce qui concerne la côte adriatique de la région des Balkans, si centrale aux intérêts italiens⁴.

Et pourtant quelques éléments supplémentaires ressortent du « Limes », concernant le cas roumain, considéré pour une fois dans ses particularités spécifiques au sein du vaste dossier de l'ouverture à l'Est. C'est notamment Fabio Turato qui décrit - fin 2003, en pleine négociation - la dynamique qui avait fait du pays déjà à l'époque le partenaire commercial avec le plus grand volume d'échanges avec le nord-est italien, soutenu par quelque 12 000 entreprises du Triveneto réparties sur tout son territoire national. Une délocalisation qui, bien qu'ayant déjà commencé dans les années quatre-vingt avec Ceausescu, était devenue impétueuse au lendemain de 1989, également favorisée par le transfert de nombreuses réalités auparavant plantées en Yougoslavie et donc obligées de fuir les conflits qui ont éclaté dans ces lieux. Les liens étroits qui s'étaient auparavant établis avec les domaines les plus productifs de l'économie italienne ont été rendus possibles essentiellement grâce à certains facteurs décisifs, tels que, outre la proximité géographique évidente, les larges libertés accordées à l'entrepreneuriat privé ; la présence d'une main-d'œuvre pouvant être recrutée à moindre coût, et souvent très compétente (notamment dans la fabrication du textile), et une relative aisance linguistique à faciliter les relations avec les institutions et la société locales. À partir d'un tel tableau, il ne faut donc pas s'étonner de l'accueil favorable de la plupart de ces réalités, considérant qu'il est utile et nécessaire pour l'Italie d'accepter l'inclusion future de Bucarest dans l'Union, tout en enregistrant des pourcentages considérables dans les sondages avec des opinions plus prudentes, craintives de la perspective d'une perte de compétitivité dont on jouissait jusqu'alors, et, à moyen-long terme, de la concurrence qui aurait pu venir un jour de ce marché, une fois définitivement intégré dans le grand espace commercial communautaire⁵.

Tout aussi intéressante et spécifiquement destinée à une évaluation finale de la route de Bucarest à Bruxelles est la contribution de Paolo Sartori, parue dans le premier numéro de 2006. Se concentrant moins sur les aspects économiques, il aborde les questions problématiques classiques que, malgré le traité d'adhésion déjà signée, la Commission européenne désormais dirigée par José Barroso n'a pas manqué de souligner, presque jusqu'à la toute fin, en avançant l'hypothèse d'un report d'au moins un an de l'entrée officielle. Les problèmes critiques identifiés par Bruxelles allaient de la perception d'un taux de corruption excessif, insuffisamment traité par les autorités politiques locales, à la réforme du système judiciaire jugée insuffisante pour l'adapter aux normes d'autres pays européens, à la protection des frontières et des minorités à l'intérieur du pays. Enfin, il ne faut pas négliger le rôle réaffirmé du pays en tant que carrefour des principales routes de trafic illicite, de diverses natures, entre l'Asie Centrale et l'Europe (Sartori, 2006 :131-142).

Face à ces difficultés, dont l'opinion publique roumaine ne semblait pas souffrir, selon les taux d'enthousiasme pour la prochaine entrée dans l'UE enregistrés par l'Eurobaromètre, les autorités ont en tout cas réagi, exposant une volonté concrète de coopérer et de montrer comment la question continue d'avoir une importance historique dans toute la Roumanie. Et, comme nous l'avons expliqué en détail, l'importance de la démarche était telle que le gouvernement de Bucarest s'est déclaré prêt à assumer un rôle de rempart de l'Occident dans le secteur de l'Europe du Sud-Est et de la mer Noire à partir de la sphère russe, bien au-delà du cadre l'OTAN, dont elle vient de devenir membre, mais aussi comme modèle de transition démocratique qui inspirera d'autres pays de la région, stimulant la coopération entre ses membres et la pacification des conflits locaux de faible intensité, comme en Transnistrie. L'Italie n'aurait pu que profiter de tout cela, ayant la possibilité de devenir dans le nouveau contexte élargi, précisément en vertu de cette prémisse, le pays de référence de l'Union dans la zone sud et en Méditerranée. Un stimulant et un aiguillon habituels pour une réflexion d'ensemble ont été fournis en cette période cruciale de la négociation par les considérations exprimées dans l'éditorial du même numéro du magazine - non signé, donc vraisemblablement par le directeur Lucio Caracciolo - qui pourraient bien se prêter à une conclusion⁶.

En analysant la situation dans les Balkans à partir du cas roumain, l'incapacité de Rome à se rendre vraiment décisive dans l'équilibre de la région a été stigmatisée, malgré l'évidente avancée commerciale dans la zone pendant les années 90, qui a pourtant été clairement réitérée ; cela n'a pas suffi à créer une influence géopolitique tout court, dans un contexte qui verrait une concurrence de plus en plus ouverte entre tous les futurs membres de l'Union européenne. Dans une Europe dans la perspective d'une arène de plus en plus concurrentielle, la stabilisation

de la « frontière adriatique » aurait été dans le plein intérêt national italien, à réaliser par l'inclusion des acteurs étatiques et en privilégiant la communication de ces derniers avec ceux d'autres domaines cruciaux pour le développement et la sécurité géopolitique du continent, qui participaient à la même période à la « course à Bruxelles », à commencer par celle de la mer Baltique, effectivement définie comme « l'autre Méditerranée ».

Rome aurait dû participer avec plus d'assurance à la création de toutes pièces ou à l'amélioration des réseaux d'infrastructures déjà existants au niveau portuaire, routier et ferroviaire, sous peine de marginaliser davantage certains de ses atouts stratégiques de grande importance mais trop souvent négligés, à commencer par le port de Trieste. Laissant les autres gouvernements le faire, l'élimination de celui de l'Italie aurait été risquée et, en fait, une nouvelle démonstration d'une difficulté croissante du fameux « système pays » à poursuivre, reprendre et systématiser les opportunités pour les entrepreneurs privés. Des considérations que les forums les plus officiels de politique étrangère, comme l'ISPI et l'IAI, n'avaient jamais rendues aussi explicites, mais que l'on pouvait néanmoins retrouver dans une partie des articles et des interventions publiques de certains de leurs chercheurs. Malgré les objections soulevées par le ministre des Affaires étrangères de l'époque, Gianfranco Fini, dans une interview publiée environ un an et demi plus tard, la situation ne semble pas avoir beaucoup changé.

Près de vingt ans plus tard, la Roumanie poursuit sa collaboration avec l'Italie, désormais dans le cadre d'une adhésion à l'Alliance atlantique et à l'Union qui n'est plus en discussion. Comme de nombreuses sources consultées pour la réalisation de cette courte contribution le disent, les difficultés que Rome continue de rencontrer consistent à déployer, non seulement dans les Balkans, une politique étrangère comparable à celle d'autres pays *concurrents*, pour reprendre un terme cher à des analystes, à commencer par l'Allemagne et la France, de plus en plus protagonistes d'une relation bilatérale privilégiée et de leadership de l'UE au lendemain de l'achèvement du Brexit⁷. Tout cela dans un déclin italien qui, espérons-le, est destiné à s'arrêter avec la reconstruction annoncée de l'Europe politique suite à la crise pandémique.

Bibliographie

Aliboni, R., Bruni, F., Colombo, A., Greco, E. 2000-2008. *L'Italia e la politica internazionale*. Annuario éd. ISPI-IAI. Bologna: Il Mulino.

Alcaro, R., Comelli, M. 2005. "La Politica Europea di Vicinato". *Quaderni dell'Istituto Affari Internazionali*, n° 22, Roma: IAI Edizioni.

Boccelli, N., Nenci, S. 2008. *L'Europa dei divari: il difficile processo dell'allargamento*. Torino: UTET.

- Bonvicini, G., Comelli, M. 2007. «Una lunga pausa di riflessione». In: *L'Italia e la politica internazionale*. Annuario ISPI-IAI. Bologna: Il Mulino.
- Colombo, A., Zannoni, F. 2001. «L'Italia nella politica internazionale». In: *L'Italia e la politica internazionale*. Annuario ISPI-IAI. Bologna: Il Mulino.
- Comelli, M. 2004. «Il semestre di Presidenza italiana». In: *L'Italia e la politica internazionale*. Annuario ISPI-IAI. Bologna: Il Mulino.
- Comelli, M. 2005. «L'Unione Europea: Allargamento e politica estera». In: *L'Italia e la politica internazionale*. Annuario ISPI-IAI. Bologna: Il Mulino.
- Commissione Europea, 2007. *Comprendere l'allargamento: la politica di allargamento dell'Unione europea*.
- Greco, E. 2001. «L'Italia e i Balcani». In: *L'Italia e la politica internazionale*. ISPI-IAI. Lussemburgo: Ufficio delle Pubblicazioni ufficiali dell'Unione europea.
- Diodato, E; Niglia, F. 2019. *Berlusconi the 'Diplomat'. Populism and Foreign Policy in Italy*. London: Palgrave MacMillan.
- Gilbert, M. 2009. *Storia politica dell'integrazione europea*. Roma-Bari: Laterza.
- Greco, E. éd. 2014. «Scegliere per contare. Rapporto sulla politica estera italiana (2013)». *Quaderni dell'Istituto Affari Internazionali*. Roma: Edizioni Nuova Cultura.
- Giusti S. 2002. «Verso una razionalizzazione dell'allargamento?». In: *L'Italia e la politica internazionale*, Annuario ISPI-IAI. Bologna: Il Mulino.
- Horga, I. 2005. «Romania and its historical peculiarities amongst the newcomers in the European Union ». In: Landuyt A-
- Pasquonucci D. (éds.), *Gli allargamenti della Ce/Ue 1961-2004*, vol. I, Bologna: Il Mulino, p. 565-592.
- Linz, J.J., Stepan, A. 2000. *L'Europa post-comunista*. Bologna: Il Mulino.
- Mammarella, G; Cacace, P. 2013. *Storia e politica dell'integrazione europea. 1926-2013*, Roma-Bari: Laterza.
- Mondelli, M. 2005. «L'Europa in espansione». *ISPI global watch - Policy Brief*, no. 15, aprile 2005 (versione online).
- Paolini, M. 2005. «Perché l'Adriatico non diventi un Mar Morto». *Limes. Rivista italiana di Geopolitica*, Quaderni speciali, n° 4/2005, I Balcani non sono lontani.
- Sartori, P. 2006. «A che serve la Romania ». *Limes. Rivista italiana di geopolitica*, no.1/2006 (janvier-février). p. 131-141.
- Rifkin, J. 2004. *The European Dream*, J., New York : Thatcher/Penguin.
- Turato, F. 2003. «L'Est secondo il Nord-Est ». *Limes Rivista italiana di geopolitica*, n. 6/2003 (ottobre-dicembre), p. 85-92.
- Varsori, A. 2010. *La cenerentola d'Europa ? L'Italia e l'integrazione europea dal 1947 ad oggi*, Soveria Mannelli: Rubbettino.

Notes

1. Le sommet conjoint OTAN-Fédération de Russie tenu sous les auspices du deuxième gouvernement Berlusconi sur la base de l'OTAN à Pratica di Mare (Rome) le 28 mai 2002 revêt une grande importance à cet égard.
2. Les réflexions de Marco Mondelli sur « L'Europe en expansion. Chevauchements, inclusions et exclusions partagés à l'étranger » sont également d'un intérêt considérable, dans ISPI - Global Watch, Policy Brief, n° 15, avril 2005 (version en ligne, www.ispionline.it/sites/default/files/pubblicazioni/Mondelli_0.pdf : [dernière consultation : juillet 2021], dans laquelle l'auteur espérait atteindre la Mer Noire et donc la région du Caucase avec

les nouveaux présents dans la zone, de la Russie de Poutine aux membres occidentaux de la Communauté des États indépendants, dont beaucoup ont été inclus dans la Politique européenne de voisinage de la Commission Européenne.

3. Voir encore une autre recommandation aux derniers candidats du Conseil Affaires générales et relations extérieures de l'UE, Communiqué de presse 14960/05 (Presse 317), Bruxelles, 12 décembre 2005, page 11. URL : https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/PRES_05_317 [dernière consultation : juillet 2021].

4. Pour se limiter aux titres des numéros, on peut citer : *Les Balkans sans Milosevic* (n. 5/2000), *Notre Orient* (n° 6/2003), et *Les Balkans ne sont pas loin* - Special Notebooks of Limes (n° 4 / 2005). L'importance de la région, afin de rééquilibrer d'une manière plus favorable pour l'Italie les arrangements communautaires déplacés vers le Nord est exprimée par les pages du magazine, parmi beaucoup d'autres, également par l'ancien ministre des Affaires étrangères des gouvernements Andreotti Gianni De Michelis. Si veda De Michelis G. 2003, *Est! Est! Est! Intérêts nationaux dans la nouvelle Europe* », *Limes. Rivista italiana di geopolitica*, n° 6/2003 - *Notre Orient*, p. 39-42.

5. Pour toute cette partie cf. Turato F. 2003, « L'Est selon le Nord-Est », op. cit., p. 85-92. Données pertinentes de l'enquête de la North-East Foundation, citée page 87 : si pour 42 % des répondants l'élargissement s'avérait nécessaire et avantageux, 29 % l'ont jugé nécessaire pour des raisons politiques et culturelles, mais au contraire désavantageux en termes économiques, et pour 21% c'était à éviter absolument.

6. « Ex Oriente nox? » *Limes* 6/2003 - *Il Nostro Oriente*, p. 7-16.

7. La référence va notamment au tout récent traité d'Aix-la-Chapelle, signé le 22 janvier 2019, dans le cadre des célébrations de l'anniversaire du traité de l'Élysée de 1963, qui engage en fait Berlin et Paris à une concertation bilatérale préalable avant de prendre toute initiative.